



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Trente-cinquième billet,
novembre 2014)**

Chères habitantes et Chers habitants de la Commune,

Novembre est là. C'est le temps de la préparation des budgets pour notre Commune. Cet exercice annuel est l'un des moments forts de la vie d'un édile communal : faire des prévisions correctes, contenir les dépenses, scruter avec angoisse les recettes, équilibrer les deux postes....

Chaque conseiller communal examine son dicastère avec attention : quels sont ses besoins et surtout quels moyens il aura à disposition pour les réaliser. Car s'il peut faire état de ses prévisions, rien ne lui garantit, en fin de compte, que le collège les accepte. Souvent, dans un souci de cohérence budgétaire, il a fallu refuser ou reporter certaines dépenses afin de ne pas péjorer la situation financière de la Commune. Bien des frustrations ou des dépit émaillent ce douloureux exercice. Le rôle du ministre des finances est ici essentiel : s'il lui appartient de veiller au grain, il doit faire en sorte de ne pas entraver la marche des affaires traitées par les différents dicastères et surtout ne pas empêcher le développement de la Commune, tout en contenant les coûts.

Une des difficultés majeures réside dans la faible marge de manœuvre que détient la Commune quant à ses choix politiques. Sachant que la grande part de ses dépenses sont des dépenses dites liées, c'est-à-dire obligatoires pour elle en vertu de la loi, de la répartition des tâches entre Canton et Communes, d'un accord intercommunal, d'associations de communes ou d'un autre acte conventionnel, la Commune n'a aucune emprise sur la charge qui lui est imposée au travers des coûts liés. Elle ne peut ainsi pas décider du montant consacré à telle ou telle tâche liée. C'est le cas de nombreux domaines, tels la santé, le social, l'éducation, la culture, les transports publics, les accueils extrafamiliaux, les prestations en faveur des seniors ou des personnes handicapées, etc. etc. Ainsi, les quelques postes laissés au libre arbitre de la Commune font souvent les frais des colossaux montants dévolus aux charges liées, qui grèvent le budget de manière exponentielle, laissant finalement peu de marge pour les autres activités. Pour ces dernières, leur réalisation ou leur développement dépendront largement de la capacité financière de la Commune. C'est précisément là le deuxième accroc.

Car la capacité financière de la Commune est évidemment liée aux recettes, voire, pour certaines communes, à la péréquation financière cantonale. Commune la plus fortement contributrice du Canton dans la péréquation, à hauteur de plus de 6 millions de francs (si l'on déduit ce que la Commune touche au titre de la péréquation des besoins), Villars-sur-Glâne doit sa bonne santé financière aux rentrées fiscales et plus spécifiquement celles générées par les personnes morales. Depuis quelque six ans, notre Commune bénéficie d'apports financiers exceptionnels liés aux personnes morales, ce qui nous a permis non seulement de faire face à nos propres besoins, mais aussi de réaliser des aménagements et d'autres mesures dans le but d'améliorer la qualité de vie de la Commune. Néanmoins, si l'on prend les recettes émanant des personnes physiques, véritables baromètres du pouvoir d'achat des contribuables d'une collectivité et qui devraient être le fondement des rentrées fiscales communales, force est de constater qu'au fil des années, elles n'ont cessé de s'effilochoir. Ces constats sont

évidemment inquiétants dans la mesure où les collectivités publiques devraient plus s'appuyer sur des recettes issues de leurs habitants, lesquelles sont en règle générale plus stables et moins sujettes aux fluctuations que celles émanant des entreprises, très dépendantes des résultats de leurs affaires.

Ainsi, le budget 2015 de la Commune présente des dépenses de l'ordre de 70,98 millions de francs pour des recettes de 70,63 millions de francs, avec un découvert de quelque 360'000 francs, en chiffres arrondis. Les impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques sont estimés à environ 24,4 millions de francs, tandis que ceux des personnes morales à environ 22 millions selon les prévisions budgétaires. Aux comptes 2013, ces mêmes montants étaient respectivement de 23 millions et 26,2 millions, donc des rentrées plus importantes pour les personnes morales. Cette situation est unique dans le Canton.

Si cette évolution est réjouissante pour les sociétés et les entreprises de Villars-sur-Glâne, elle se présente néanmoins telle une épée de Damoclès sur la tête de notre Commune. En effet, la perte du pouvoir d'achat des contribuables se traduit par une baisse de rentrées fiscales au plan communal d'une part, mais aussi, d'autre part, par une augmentation des subventions octroyées dans de nombreux domaines (petite enfance, logement, santé, social, etc). D'un autre côté, les recettes liées aux personnes morales dépendent non seulement de la bonne santé financière des entreprises, souvent tributaire de l'économie mondiale, mais également de décisions au plan national et cantonal. Si la force de la Commune se puise dans ses sociétés, c'est aussi ce qui en fait sa vulnérabilité.

C'est donc avec une certaine appréhension que le Conseil communal attend la réforme de l'imposition des entreprises envisagée par le Conseil fédéral, sous la pression de l'Union Européenne et de l'OCDE qui ne tolèrent plus les privilèges fiscaux accordés par les cantons à certaines entreprises internationales. Cette réforme contraindra les cantons à baisser la fiscalité de toutes les entreprises, afin de limiter les fuites à l'étranger des entreprises concernées. Actuellement, dans le Canton de Fribourg et pour les personnes morales de Villars-sur-Glâne, l'assiette fiscale est de l'ordre de 18,5%, avec un taux de 8,5% pour la Confédération et de 8,5% pour le canton. S'y ajoute ensuite l'impôt communal, calculé sur des bases techniques et des paramètres spécifiques pour arriver à ce total de 18,5% pour les entreprises de Villars-sur-Glâne. Ce taux varie évidemment dans le reste du Canton en fonction du taux d'imposition communal.

Bien que de nombreuses inconnues demeurent à ce jour (en particulier s'agissant des mesures compensatoires promises par la Confédération aux cantons qui seraient le plus touchés par la réforme), que la réforme n'entrera visiblement pas en vigueur avant 2018 ou 2019, si l'on croit les prévisions, la réduction de la fiscalité de toutes les entreprises devrait aboutir à un taux qui se situe autour de 15%. Sur cette base, un calcul assez grossier donne une diminution de 18,91% de rentrées fiscales par rapport au taux actuel de 18,5%, ce qui, traduit au niveau de la Commune, induit des pertes pouvant être estimées autour de 5 à 5,5 millions de francs, et cela pour autant que les rendements des sociétés ne diminuent pas.

Comme on peut le constater, l'exercice budgétaire des prochaines années sera encore plus délicat et la prudence affichée jusqu'ici par le Conseil communal plus que jamais nécessaire. Il y a de nombreux investissements qui sont prévus au plan financier. Toutefois tous ne pourront pas se concrétiser et c'est avant tout par priorisation qu'il faudra agir, tout en évitant de trop renvoyer aux années suivantes. Le Conseil communal entend aussi tout mettre en œuvre, dans la mesure de ses moyens, pour lutter contre les augmentations linéaires des dépenses liées et pour ne pas faire les frais des décisions que prendrait le Canton au regard de ses propres budgets et qui se reporteraient sur les communes.

Aussi, sans entrer dans une politique d'austérité, le Conseil communal continuera à mener une politique de gestion prudente, malgré les bons résultats enregistrés ces dernières années au niveau des comptes. C'est finalement cela que la gestion d'une collectivité publique : un difficile exercice d'équilibriste.

Erika Schnyder
Syndique